

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, à la Régie des Bâtiments et au Développement durable et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le contrat de gestion entre l'Etat belge et la Société anonyme de droit public « Fedesco », annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art. 2.** Le programme d'investissement pluriannuel de la Société anonyme de droit public « Fedesco », annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre des Finances, Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, à la Régie des Bâtiments et au Développement durable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles,  
à la Régie des Bâtiments et au Développement durable,  
S. VERHERSTRAETEN

Op de voordracht van Minister van Financiën, Onze Staatssecretaris voor Staatshervorming, voor de Regie der Gebouwen en voor Duurzame ontwikkeling en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het bij dit besluit gevoegde beheerscontract tussen de Belgische Staat en de naamloze vennootschap van publiek rech « Fedesco » wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Het bij dit besluit gevoegde meerjareninvesteringsplan van de naamloze vennootschap van publiek rech « Fedesco » wordt goedgekeurd.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister van Financiën, Onze Staatssecretaris voor Staatshervorming, voor de Regie der Gebouwen en voor Duurzame ontwikkeling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Staatshervorming,  
voor de Regie der Gebouwen en voor Duurzame ontwikkeling,  
S. VERHERSTRAETEN

### Contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public Fedesco

#### Préambule

Vu les articles 111 et 112 de la loi du 22 décembre 2008 portant des dispositions diverses,

Vu la Directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique,

Vu la décision du Conseil des ministres du 20 juillet 2012,

Entre :

L'Etat fédéral belge, représenté par le Secrétaire d'Etat au Développement durable, Servais Verherstraeten ci-après dénommé « l'Etat fédéral »;

Et :

Fedesco, société anonyme de droit public, ayant son siège social rue Royale 47, 1000 Bruxelles, représentée par M. Jan Verschooten, en sa qualité de président du conseil d'administration et par M. Philippe de Saeleleer, en sa qualité de vice-président du conseil,

ci-après dénommée « Fedesco »,

Les parties conviennent ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

##### Article 1<sup>er</sup>. Objet du contrat de gestion

Comme précisé à l'article 112 de la loi du 22 décembre 2008, ce présent contrat concerne les missions légales qui sont assignées à Fedesco et reprises dans l'arrêté royal confiant à la Société fédérale d'Investissement une mission au sens de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'Investissement et aux sociétés régionales d'investissement comme suit : « Un droit exclusif au sens de la législation relative aux marchés publics est accordé à FEDESCO pour les projets concernant les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation, des organismes d'intérêt public et autres services qui sont soumis à l'autorité, le contrôle ou la surveillance de l'Etat fédéral assurant un progrès économique et environnemental, dans le domaine de l'éco-efficience, notamment par la conservation, la récupération et l'utilisation rationnelle des énergies, quelle que soit la forme de leur utilisation et à quelques fins qu'elles soient appliquées, entre autres par le recours aux mécanismes du Tiers Investisseur, sans limitations quant aux technologies mises en œuvre et quant aux localisations des projets.

Fedesco coordonnera et facilitera le placement d'installations d'énergie renouvelable, notamment de panneaux solaires sur des bâtiments dans lesquels sont installés les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation, les organismes d'intérêt public et autres services soumis à l'autorité, le contrôle ou la surveillance de l'Etat fédéral. »

Ce contrat de gestion contient également un plan d'investissement pluriannuel de Fedesco.

##### Article 2. Définitions

Pour ce contrat de gestion, on entend par :

« **Tiers investisseur** » : l'acteur qui préfinance des investissements d'économie en énergie et en eau et qui récupère son investissement, y compris des intérêts, en fonction des économies réelles d'énergie et d'eau. Le tiers investisseur peut être la société de services énergétiques (l'ESCO – Energy Services Company – opérationnelle) qui réalise l'investissement ou un tiers, typiquement un organisme financier ou une banque.

« **Bâtiments publics fédéraux gérés par la Régie des Bâtiments** » : les bâtiments qui sont utilisés, loués ou gérés par la Régie des Bâtiments pour les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation, les organismes d'intérêt public et autres services soumis à l'autorité, le contrôle ou la surveillance de l'Etat fédéral.

« **Bâtiments publics fédéraux non gérés par la Régie des Bâtiments** » : les bâtiments qui sont utilisés, loués ou gérés par les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation, les organismes d'intérêt public et autres services soumis à l'autorité, le contrôle ou la surveillance de l'Etat fédéral et qui ne sont pas gérés par la Régie des Bâtiments.

« **Economies d'énergie et d'eau estimées** » : la réduction de la consommation finale d'énergie (électricité, gaz, mazout) et d'eau dans les bâtiments publics fédéraux, conformément aux données provenant de l'estimation des bureaux d'études engagés pour le plan d'investissement pluriannuel, éventuellement corrigées chaque année en fonction du programme annuel d'activités.

« **Economies d'énergie et d'eau réelles** » : la réduction de la consommation finale d'énergie (électricité, gaz et mazout) et d'eau dans les bâtiments publics fédéraux, calculée en vertu des principes du protocole IPMVP (International Performance Measurement & Verification Protocol). Une gestion facilitaire et de l'énergie est nécessaire dans ce cadre.

« **Economies financières réelles** » : les économies financières basées sur les économies réelles en énergie et en eau réalisées dans les bâtiments publics fédéraux, calculées en vertu des principes du protocole IPMVP (International Performance Measurement & Verification Protocol) sur la base des prix moyens de l'eau et l'énergie.

« **Prix moyens de l'énergie et de l'eau** » : les prix moyens durant une année déterminée pour l'électricité, le gaz, le mazout et l'eau tels que calculés à partir des contrats et/ou factures, y compris la livraison, la distribution, les taxes et la T.V.A.. En cas de modifications de prix durant l'année en cours, on prend la moyenne pondérée en fonction du nombre de jours où les prix sont valables.

« **Réduction réelle de CO<sub>2</sub>** » : la réduction d'émission de CO<sub>2</sub> par les économies réelles d'énergie, calculée en vertu des mélanges énergétiques des fournisseurs d'énergie concernés ou, en leur absence, des normes officielles en vigueur, et par le passage au courant vert ou l'utilisation de sources d'énergie renouvelable.

« **Temps de retour** » : le rapport entre le coût total d'une mesure (hors T.V.A.) et l'économie d'énergie annuelle estimée (hors T.V.A.).

« **International Performance Measurement & Verification Protocol (IPMVP)** » : l'IPMVP version 2012, le protocole international « Measurement & Verification » ou M&V tel que conçu par l'Efficiency Valuation Organisation (EVO). Ce protocole est accepté par l'association belge ESCO (BELESCO) comme protocole M&V officiel pour mesurer et vérifier les économies d'énergie, notamment dans le cadre de contrats de performance énergétique. L'EVO est l'organisation mondiale chargée du développement et de la propagation de protocoles M&V.

« **Certified Measurement & Verification Professional (CMVP)** » : la personne qui a reçu le certificat CMVP, attribué par l'EVO, après avoir passé l'examen CMVP avec succès et après validation de son expérience professionnelle. Le CMVP est un tiers qui établit ou contrôle le plan M&V et intervient dans le calcul et le processus de validation pour déterminer les économies réelles d'énergie et d'eau ainsi que les économies financières réelles.

« **Critères de sélection des bâtiments prioritaires** » : les critères de sélection pour le choix des bâtiments prioritaires pour faire l'objet de mesures d'économie d'énergie, comme le stipule le présent contrat de gestion entre les parties.

« **Mesures de programmation** » : les mesures qui peuvent être appliquées dans différents bâtiments publics fédéraux, dont les délais de récupération moyens correspondent aux objectifs de rentabilité du plan d'investissement pluriannuel et qui sont identifiées, étudiées et mises en œuvre de manière transversale.

« **Contrat de performance énergétique - CPE** » ou « **Contrats d'entretien et de performance énergétique - CPE-M** » : des projets, via des contrats du même nom, qui incluent une mise en œuvre globale de mesures d'économie d'énergie, y compris les études détaillées, l'entretien des installations et une garantie de résultat, en ayant recours au mécanisme du tiers investisseur, par un paiement annuel basé sur les économies d'énergie réelles. Les contrats de performance énergétique comprennent un volet travaux (des travaux qui modifient l'infrastructure des bâtiments) et un volet services (entretien et services énergétiques).

« **Utilisateurs** » ou « **Services** » : les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation, les organismes d'intérêt public et autres services soumis à l'autorité, le contrôle ou la surveillance de l'Etat fédéral. Les services et organismes précités peuvent être propriétaires ou locataires. Ils sont considérés comme des occupants des bâtiments publics fédéraux auxquels s'appliquent les mesures d'économie d'énergie ou d'énergie renouvelable.

« **Rénovation importante** » : la rénovation qui est effectuée sur un bâtiment dont les travaux prévus modifient différents techniques spéciales du bâtiment et/ou comprennent une rénovation et/ou une extension.

« **Données énergétiques** » : les données brutes, non traitées, sur la consommation d'électricité et de gaz provenant d'une ou plusieurs sources certifiées, dont la qualité peut être quantifiée grâce à une méthodologie correcte.

« **Fourniture d'énergie** » ou « **Contrat d'énergie** » : la fourniture de gaz, d'électricité et d'eau pour les bâtiments publics fédéraux.

« **Services énergétiques** » : les services qui ont pour objectif de réduire au maximum le prix par kWh de gaz et d'électricité dans les limites des possibilités offertes par le contrat public fédéral de fourniture d'énergie.

« **Facility Management** » : il comprend l'intégration de processus au sein d'une organisation, pour développer et maintenir des services convenus, axée sur le soutien et l'encouragement de l'efficacité du processus primaire.

« **Valeur actuelle nette** » : la différence entre la valeur actuelle des futurs cash flows d'un investissement (via la réduction de la facture énergétique) et le montant initial des investissements.

### Article 3. Missions de Fedesco

§ 1<sup>er</sup>. Le présent contrat de gestion doit permettre à Fedesco de réaliser les missions suivantes pour les bâtiments publics fédéraux gérés par la Régie des Bâtiments :

1. La gestion précise des flux d'énergie dans le but de les rationaliser et de les optimiser;
2. Le contrôle et la maîtrise des économies d'énergie, afin d'exploiter au mieux le potentiel d'économies d'énergie de chaque bâtiment occupé et de réduire au maximum la consommation grâce aux contrats de performance énergétique;

3. L'examen, le lancement, la réalisation, le contrôle, le financement et le préfinancement de projets, de services et de travaux économiseurs d'énergie et d'énergie renouvelable dans des bâtiments publics fédéraux, comme tiers investisseur ou non;
4. L'exploitation des données énergétiques et des données de facility management correctes des bâtiments publics fédéraux, dans le but de déterminer avec précision les économies d'énergie réelles, les économies financières réelles et le potentiel des futurs investissements en fonction des objectifs des autorités fédérales;
5. Assister la Régie des Bâtiments et les Utilisateurs dans la gestion optimale de la facture énergétique pour la fourniture d'électricité et de gaz dans les bâtiments publics fédéraux.
6. Collaborer avec les parties prenantes pour stimuler le marché de l'éco-efficience en Belgique.
7. L'étude et la réalisation des liens optimaux entre le financement et le remboursement de projets d'éco-efficience.
8. Contribuer au respect par les autorités fédérales de toutes les obligations européennes et internationales relatives à l'éco-efficience.
9. Acquérir et transmettre des connaissances et des expériences relatives à la gestion de l'efficacité énergétique à d'autres instances publiques belges et étrangères.
10. Créer le cas échéant des partenariats, des associations momentanées, des sociétés pour mener à bien les missions décrites ci-dessous.
11. Coordonner et faciliter la mise en place d'installations d'énergie renouvelable tel que stipulé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 27 décembre 2004.

Ces missions servent également de base pour les contrats particuliers entre Fedesco et les utilisateurs tels que stipulé à l'article 4, § 2 du présent contrat de gestion.

§ 2. Les autres missions de Fedesco qui lui sont statutairement attribuées ne font pas l'objet du présent contrat de gestion.

## **TITRE II. — Relation contractuelle entre Fedesco et l'Etat fédéral**

### **Article 4. Relation contractuelle entre Fedesco et l'Etat fédéral dans le cadre du présent contrat de gestion**

§ 1<sup>er</sup>. Le présent contrat de gestion définit la relation contractuelle entre Fedesco et l'Etat fédéral dans le cadre des missions de Fedesco telles que visées à l'article 3 du présent contrat de gestion.

La prestation de services est spécifiée dans les programmes d'activités annuels conjointement convenus définis à l'article 8 qui sont établis avec la Régie des Bâtiments et les Utilisateurs.

Les utilisateurs et la Régie des Bâtiments n'ont pas l'obligation de conclure de contrats individuels avec Fedesco pour la réalisation du programme annuel d'activités pour les bâtiments publics fédéraux gérés par la Régie des Bâtiments.

Les dispositions transitoires pour les contrats-cadres existants et les contrats entre Fedesco, la Régie des Bâtiments et les Utilisateurs sont définis sous le Titre IX du présent contrat de gestion.

§ 2. Les utilisateurs des bâtiments publics fédéraux qui ne sont pas gérés par la Régie des Bâtiments concluent des contrats particuliers avec Fedesco pour pouvoir faire appel à ses services.

## **TITRE III. — Engagements réciproques des parties**

### **Article 5. Engagement de Fedesco**

§ 1. Dans les limites que lui confère le cadre budgétaire défini à l'article 6 du présent contrat de gestion, Fedesco s'engage à prendre les mesures nécessaires pour réaliser le plan d'investissement pluriannuel tel que défini à l'article 7 du présent contrat de gestion. Fedesco veille à une gestion optimale de la consommation énergétique des bâtiments publics fédéraux. Le plan d'investissement pluriannuel s'inscrit entre autres dans la droite ligne des objectifs de l'Etat fédéral visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de la consommation énergétique des bâtiments publics fédéraux de 20 % à l'horizon 2020.

§ 2. A cette fin, Fedesco exerce 6 types d'activités qui seront répartis en 2 catégories :

**Catégorie 1<sup>re</sup>** : Les activités qui ont un impact sur l'infrastructure des bâtiments publics. Ces activités ont pour but de réaliser les travaux rentables nécessaires qui permettront d'atteindre les objectifs globaux de l'Etat fédéral relatifs aux économies d'énergie :

- 1) Contrats d'entretien et de performance énergétique (CPE-M)
- 2) Projets de programmation

Fedesco examine pour chaque bâtiment ce qui est le plus approprié, les CPE-M ou les projets de programmation.

**Catégorie 2** : Les activités qui n'ont pas d'impact sur l'infrastructure des bâtiments publics et qui ont pour but la gestion optimale, le contrôle et la stabilisation de la consommation énergétique des bâtiments publics fédéraux pour atteindre les objectifs globaux de l'Etat fédéral relatifs aux économies d'énergie. Cette catégorie d'activités est indissociable de la première catégorie :

- 3) Activités relatives à la gestion des données énergétiques :

a. Fedesco a la possibilité d'exploiter toutes les données énergétiques et de facility management des bâtiments publics fédéraux. Ces données servent à déterminer avec précision les économies d'énergie réelles, les économies financières réelles et le potentiel des futurs investissements comme cela est exposé à la section 6.

- 4) Activités relatives à la préparation et à la gestion de la fourniture d'énergie :

- a. Assister la Régie des Bâtiments dans sa révision du cahier des charges pour la fourniture d'énergie aux autorités fédérales. Ce cahier des charges doit tenir compte de tous les aspects sociaux et écologiques mais doit aussi garantir des négociations pour obtenir le prix le plus avantageux des différents fournisseurs, et doit définir la méthodologie pour permettre une gestion correcte des fluctuations de prix en engageant des services énergétiques;

- b. Assister les Utilisateurs dans leur gestion quotidienne de la fourniture d'énergie;
  - c. Assister les Utilisateurs dans le contrôle des factures énergétiques à partir de la consommation et des conditions contractuelles;
  - d. Assister les Utilisateurs dans le remboursement de montants qui ont été perçus à tort par les fournisseurs énergétiques après la réalisation du suivi, de la comptabilité et de la vérification énergétiques.
- 5) Les activités relatives à la fourniture de services énergétiques :
- a. Organiser des campagnes de sensibilisation visant des économies d'énergie sur le lieu de travail dans les bâtiments publics qui font l'objet d'autres mesures. Fedesco s'assure que ces activités soient liées à l'EMAS et à ce qu'il n'y ait pas de double emploi vis-à-vis d'autres initiatives fédérales;
  - b. Veiller à la formation de différentes personnes qui remplissent les fonctions établies chez les Utilisateurs et la Régie des Bâtiments conformément aux obligations du présent contrat de gestion (principalement les Energy Managers);
  - c. Etablir les inventaires nécessaires et corrects des bâtiments publics fédéraux et conserver les changements effectués par les sous-traitants dans le cadre des CPE-M en accord avec la Régie des Bâtiments.
- 6) Les activités relatives à la fourniture de services Measurement & Verification où des projets sont exécutés (des données énergétiques et de facility management sont ici nécessaires)
- a. Chaque année, durant le premier trimestre, Fedesco réalise, à l'aide d'un système logiciel, un calcul consolidé et conforme à l'IPMVP des économies d'énergie réelles et des économies financières réelles des différents investissements réalisés l'année précédente. Ce calcul se base sur les données du système de comptabilité énergétique et du système de facility management définis par l'IPMVP. Ce suivi peut à tout moment être contrôlé par un CMVP (Certified Measurement & Verification Professional) indépendant.
  - b. L'exploitation des données énergétiques dans le cadre du système de gestion énergétique conforme à l'IPMVP.
  - c. Effectuer les contrôles nécessaires de toutes les obligations de prestataires de services (ESCO opérationnels) dans des bâtiments publics fédéraux dans le cadre des CPE-M.

§ 3. Afin d'atteindre les objectifs et en tenant compte des outils IT existant, Fedesco peut acquérir ou développer les outils IT nécessaires pour les différents types d'activités, développera et réalisera des programmes de Research & Development en faisant éventuellement appel à des bureaux d'études ou des consultants spécialisés. Fedesco réalisera entre autres les activités de développement suivantes en étroite collaboration avec la Régie des Bâtiments conformément aux missions définies à l'article 3 du présent contrat de gestion :

- \* Définir les spécifications techniques d'un système de comptabilité énergétique et procéder à son achat;
- \* Améliorer continuellement les modèles, les méthodologies, les processus et les procédures des CPE-M.
- \* Développer et appliquer des processus et des procédures relatives aux contrôles de qualité;
- \* Définir des procédés et des procédures internes et externes pour une gestion optimale des projets;
- \* Développer et appliquer les KPI nécessaires ayant trait à ses missions telles que définies à l'article 3;
- \* Etudier et développer une structure de financement dans le cadre de laquelle un (co)financement par des investisseurs privés est recherché pour que l'activité d'investissement de Fedesco soit (entièrement ou partiellement) budgétairement neutre pour les autorités fédérales et que les prêts contractés pour le financement des investissements aient peu ou pas d'incidence sur la dette publique.

§ 4. Fedesco s'engage en outre à :

- contribuer à déterminer la rentabilité de chaque projet à réaliser à partir de la définition de la « valeur actuelle nette » et, après exécution, de contrôler annuellement la rentabilité réelle conformément aux procédés de pointe dans le cas où les données de base sur l'utilisation du bâtiment sont suffisantes (besoin de développer un Facility Management concret);
- demander aux utilisateurs d'effectuer des projets en fonction de leurs promesses;
- remettre la liste des propositions à la Régie des Bâtiments pour l'approbation de ces plans et de leurs modifications (selon la procédure visée à l'annexe 5);
- rédiger des procédures pour la réalisation de projets et la collaboration entre les parties prenantes;
- s'occuper de la réception provisoire et définitive des travaux;
- respecter les obligations de la convention de partenariat entre Fedesco et la Régie des Bâtiments.

§ 5. Fedesco entretient un dialogue actif avec les Utilisateurs sur ses activités. Au moins au début, durant l'exécution et après l'exécution d'un projet, Fedesco organise en collaboration avec la Régie des Bâtiments une concertation avec les Utilisateurs respectifs. Les Utilisateurs peuvent à tout moment demander à Fedesco des informations supplémentaires sur les projets que Fedesco met en œuvre.

#### **Article 6. Engagement de l'Etat fédéral**

Conformément à la procédure budgétaire définie à l'article 11, l'Etat fédéral proposera les crédits nécessaires afin de permettre à Fedesco de réaliser le plan d'investissement pluriannuel pour les bâtiments occupés par l'Etat fédéral gérés par la Régie des Bâtiments tel que défini à l'article 7.

Conformément à l'article 5, 1., de la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, les autorités fédérales contribueront à ce qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, 3 % de la surface au sol totale des bâtiments chauffés et/ou refroidis appartenant au gouvernement central belge et occupés par celui-ci soient rénovés chaque année de manière à satisfaire aux exigences minimales en matière de performance énergétique définies par les Régions en vertu de l'article 4 de la Directive 2010/31/UE.

L'Etat fédéral se fait fort que les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation, les organismes d'intérêt public et autres services qui sont soumis à l'autorité, le contrôle ou la surveillance de l'Etat fédéral accordent leur entière collaboration à la réalisation du plan d'investissement pluriannuel.

L'Etat fédéral s'engage notamment à ce que les Utilisateurs des bâtiments publics fédéraux gérés par la Régie des Bâtiments :

- Formulent des objectifs opérationnels dans les plans de management des présidents du conseil de direction afin de réduire la consommation énergétique et lancent une collaboration active avec Fedesco pour leur mise en œuvre;
- Réagissent aux appels à projets lancés par Fedesco;
- Valident les programmes annuels d'activités et leurs modifications en concertation avec Fedesco et la Régie des Bâtiments;
- Transmettent à Fedesco les données de consommation des bâtiments et accordent l'accès à toutes les données des fournisseurs en électricité et en gaz (dans le respect de la législation sur les habilitations de sécurité);
- Fournissent les données nécessaires des différents bâtiments pour le calcul de l'efficacité énergétique.
- Garantissent l'accès aux bâtiments en fonction des besoins opérationnels et au moins pendant les heures de travail et d'ouverture, et garantissent le respect des autres processus pour un bon déroulement des projets.
- Paient la partie services des contrats CPE-M au prestataire de services CPE-M.

Conformément aux initiatives EMAS, l'engagement suivant sera respecté :

- Coopération à l'organisation de campagnes de sensibilisation aux économies d'énergie par la désignation de « Relais énergie » dans les bâtiments concernés et par la promotion de la constitution d'« éco-teams » qui seront chargés de réduire les besoins énergétiques à un objectif prédéterminé sur la base des données collectées;

L'Etat fédéral s'engage à faciliter la révision de la convention de partenariat entre Fedesco et la Régie des Bâtiments afin de l'harmoniser à court terme par rapport aux activités définies dans le présent contrat de gestion.

#### TITRE IV. — Plan d'investissement pluriannuel et programme annuel d'activités

##### Article 7. Plan d'investissement pluriannuel de Fedesco

Fedesco veille à la mise en œuvre du plan d'investissement pluriannuel pour les bâtiments occupés par l'Etat fédéral gérés par la Régie des Bâtiments tel que visé à l'annexe 1 du présent contrat de gestion. Le plan d'investissement pluriannuel fait intégralement partie du présent contrat de gestion.

Ce plan d'investissement pluriannuel a pour objectif une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 20 % à l'horizon 2020 dans les bâtiments publics fédéraux.

Ce plan d'investissement pluriannuel est prévu pour cinq ans. Il sera évalué annuellement et pourra, le cas échéant, être adapté, de commun accord entre Fedesco et l'Etat fédéral.

##### Article 8. Programme annuel d'activités pour les bâtiments publics fédéraux gérés par la Régie des Bâtiments

§ 1<sup>er</sup>. Chaque année, Fedesco établit, en accord avec la Régie des Bâtiments et les Utilisateurs des bâtiments, un programme d'activités pour des CPE-M, des études, des services et des fournitures énergétiques ainsi que des travaux dans le cadre du plan d'investissement pluriannuel. Les projets sont uniquement retenus lorsque Fedesco et la Régie des Bâtiments s'accordent sur la plus-value théorique (valeur actuelle nette positive sur une période de 20 ans, y compris tous les coûts dus aux réparations et aux remplacements nécessaires durant cette période) et sur la conformité à la stratégie immobilière de la Régie des Bâtiments.

Fedesco lance à cette fin un appel de projets annuel aux utilisateurs et à la Régie des Bâtiments et transmet ensuite des propositions à la Régie des Bâtiments.

§ 2. Le programme annuel d'activités inclut tant des projets (investissements et services) de Fedesco que des projets de la Régie des Bâtiments dans son programme de développement durable.

Ce programme annuel d'activités tient compte des critères suivants :

- Les données du système de facility management de la Régie des Bâtiments;
- Le plan d'investissement pluriannuel;
- Les plans d'investissement et de rénovation de la Régie des Bâtiments et des Utilisateurs;
- La liste des bâtiments prioritaires, établie à partir des critères de sélection définis à l'article 10;
- Les études réalisées par Fedesco ou ses sous-traitants;
- Le temps de retour sur investissement de tous les investissements pour le bâtiment;
- Le temps de retour sur investissement du plan d'investissement pluriannuel;
- Les critères pour l'application des contrats de performance énergétique;
- Les propositions de projets faites par les Utilisateurs des bâtiments;
- Les propositions de projets faites par la Régie des Bâtiments;
- La vente prévue de bâtiments;
- La rénovation importante prévue de bâtiments;
- Le déménagement prévu de services publics dans d'autres bâtiments;
- Le statut du bâtiment (propriété de l'Etat fédéral ou location).

Comme certaines mesures ont un délai d'exécution (de l'étude à la réception provisoire) qui peut être supérieur à un an, ce programme annuel d'activités peut comprendre des mesures qui s'étalent sur plusieurs années.

En conséquence du cadre budgétaire tel que défini à l'article 6 de ce contrat de gestion, des projets prioritaires sont identifiés dans le programme commun d'activités.

§ 3. Le programme annuel d'activités est établi en concertation avec la Régie des Bâtiments et est approuvé par le Conseil d'administration de Fedesco.

Le programme annuel d'activités peut être révisé sur proposition motivée de Fedesco ou sur demande motivée de la Régie des Bâtiments ou des Utilisateurs.

La procédure d'approbation est identique à celle de l'approbation initiale du programme annuel d'activités.

##### Article 9. Programme annuel d'activités pour les bâtiments publics fédéraux non gérés par la Régie des Bâtiments

Sur la base entre autres des propositions qu'elle reçoit, Fedesco établit chaque année un **programme d'activités** qu'elle présente aux Utilisateurs.

Le programme annuel d'activités pour les bâtiments publics fédéraux non gérés par la Régie des Bâtiments est approuvé par le conseil d'administration de Fedesco et par les utilisateurs concernés.

**TITRE V. — Critères de sélection des bâtiments prioritaires****Article 10. Critères de sélection des bâtiments prioritaires**

Les critères de sélection pour l'identification des bâtiments prioritaires sont, par ordre décroissant d'importance :

- La consommation énergétique totale du bâtiment;
- La consommation énergétique par m<sup>2</sup> du bâtiment;
- La consommation énergétique relative par m<sup>2</sup> par rapport à des bâtiments similaires (analyse comparative);
- Le statut des bâtiments (propriété de l'Etat fédéral ou location);
- Les bâtiments proposés par les Utilisateurs;
- Les bâtiments proposés par la Régie des Bâtiments;
- La motivation des Utilisateurs.

Ces critères de sélection peuvent être précisés par les parties pendant la durée du contrat de gestion.

**TITRE VI. — Procédure budgétaire****Article 11. Procédure pour les crédits prévus par la Régie des Bâtiments**

Les modalités de financement, la procédure budgétaire et la procédure de remboursement sont détaillées dans l'accord « Modalité d'utilisation des articles 560.12 et 560.13 » signé le 17 mai 2013 par Fedesco et la Régie des Bâtiments. Cette procédure est reprise en annexe 2 à ce contrat de gestion.

**Article 12. Bâtiments non gérés par la Régie des Bâtiments**

Les bâtiments publics fédéraux qui ne sont pas gérés par la Régie des Bâtiments (d'un point de vue budgétaire) mais par d'autres services fédéraux méritent une attention particulière. Pour ces services fédéraux, des engagements contractuels bilatéraux sont conclus entre le service concerné et Fedesco sans l'intervention de la Régie des Bâtiments. Fedesco soumettra uniquement à ces services des activités visées à l'article 5 § 2. La procédure de remboursement sera définie contractuellement.

La dotation de fonctionnement de Fedesco (article 560.13 du budget de la Régie des Bâtiments) couvre les frais de fonctionnement de Fedesco pour la réalisation de ses activités dans les bâtiments publics fédéraux non gérés par la Régie des Bâtiments. Les Utilisateurs de ces bâtiments peuvent faire appel à la dotation des crédits d'investissements hébergés dans le budget de la Régie des Bâtiments après accord de Fedesco et des utilisateurs concernés.

**TITRE VII. — Incentives pour les Utilisateurs****Article 13. Incentives pour les Utilisateurs**

Fedesco fournira à l'Etat fédéral une proposition d'incentives potentiels pour les Utilisateurs sur base d'une adaptation des crédits des dépenses énergétiques des Utilisateurs.

**TITRE VIII. — Subventions****Article 14. Obtention et attribution de subventions pour des mesures d'économie d'énergie et les énergies renouvelables dans les bâtiments publics fédéraux gérés par la Régie des Bâtiments**

Fedesco examine l'existence de subventions pour les investissements qu'elle (pré)finance.

Les subventions concernées sont demandées et réceptionnées par Fedesco – à l'aide d'un mandat octroyé par la Régie des Bâtiments – et sont déduites de l'investissement que l'Etat fédéral doit rembourser.

Si Fedesco ne peut pas demander les subventions, l'Utilisateur ou la Régie des Bâtiments demande et reçoit les subventions grâce à un dossier préparé par Fedesco.

**TITRE IX. — Dispositions transitoires****Article 15. Dispositions transitoires relatives aux crédits d'engagement et de liquidation existants**

Le crédit provisionnel « investissements économiseurs d'énergie » reste maintenu pour la liquidation des projets en cours. Pour l'année budgétaire 2013, il s'élève à 4.768 kEUR en crédits de liquidation sur le budget de la Santé publique.

Par « projets en cours », il faut entendre les projets qui ont été clairement définis (bâtiment concerné, type de mesure et estimation des coûts) dans les obligations contractuelles existantes entre Fedesco et les services.

**Article 16. Dispositions transitoires relatives aux obligations contractuelles existantes**

Fedesco réalise les projets contractuels existants. Ces obligations contractuelles expirent à la fin des projets en cours et seront remplacées par la nouvelle méthodologie budgétaire définie à l'article 11.

La convention de partenariat existante entre Fedesco et la Régie des Bâtiments sera évaluée chaque année selon la méthodologie suivante :

- Au début de chaque année et au plus tard le 1<sup>er</sup> février, un groupe de travail déterminera les KPI communs qui reflètent le partenariat entre la Régie et Fedesco pour cette année.
- Au début de l'année suivante et au plus tard le 1<sup>er</sup> février, un document commun sera rédigé (Régie des Bâtiments/Fedesco) par un groupe de travail afin de calculer et de refléter les KPI de l'année précédente. En cas de confusion sur le calcul des KPI entre les deux sociétés, celle-ci formera la base de la nouvelle définition des KPI pour l'année en cours suivante.

Si certaines clauses de contrats existants sont en contradiction avec le présent contrat de gestion, celles-ci peuvent être révisées.

La convention de partenariat existante entre la Régie des Bâtiments et Fedesco sera révisée et doit inclure les éléments suivants :

- L'exécution du programme annuel d'activités se base sur une répartition des projets entre Fedesco et la Régie des Bâtiments au sein d'un Service Level Agreement. De cette façon, l'ensemble de la responsabilité d'un projet défini est entre les mains de Fedesco ou de la Régie des Bâtiments.

- Cette responsabilité comprend toutes les phases du projet, ainsi que les dégâts éventuels qui sont engendrés durant l'exécution du projet. La responsabilité est attribuée au pouvoir adjudicateur.

- La responsabilité finale de l'exécution du programme annuel d'activités appartient à Fedesco et à la Régie des Bâtiments.

**Article 17. Conditions générales**

Les conditions générales contractuelles existantes de Fedesco telles qu'approuvées par son Conseil d'Administration du 14 juin 2007 sont évaluées dans les 6 mois suivant la signature du présent contrat de gestion. Les dispositions éventuelles qui sont contradictoires avec le présent contrat de gestion seront révisées.

**TITRE X. — Dispositions finales****Article 18. Respect, sanctions, évaluation, révision et durée du présent contrat de gestion**

Les deux parties s'engagent à respecter au mieux le présent contrat de gestion. En cas de non-respect du présent contrat de gestion par l'une ou les deux parties, des solutions seront cherchées de manière constructive.

Le présent contrat de gestion est conclu pour une durée de 5 ans. Il est évalué chaque année. En fonction de cette évaluation, le contrat de gestion peut être adapté. Cette évaluation annuelle portera sur les objectifs atteints, des objectifs à atteindre et des nouvelles priorités.

Tout vice de forme pour une partie du contrat n'a pas incidence sur son entièreté.

Pour l'Etat belge :  
Le Ministre des Finances,  
K. Geens  
Le Secrétaire d'Etat  
au Développement durable,  
S. Verherstraeten

Pour Fedesco :  
Le président du conseil d'administration,  
J. Verschooten.  
Le vice-président  
du conseil d'administration,  
Ph. De Saedeleer

Annexe 1<sup>e</sup>**Plan d'investissement pluriannuel****DOTATION (Article 560.13)**

	DOTATION (Article 560.13)				
	2013	2014	2015	2016	2017
	€ 2.000.000	€ 2.000.000	€ 2.000.000	€ 2.000.000	€ 2.000.000
Frais du personnel	€ 868.090	€ 944.133	€ 997.457	€ 1.027.381	€ 1.058.202
Autres frais généraux	€ 677.698	€ 698.028	€ 711.989	€ 722.669	€ 722.669
Frais de développement, R&D (interne)	€ 118.964	€ 149.918	€ 218.216	€ 172.674	€ 144.898
Amortissement	€ 335.249	€ 207.921	€ 72.338	€ 77.276	€ 74.231

**INVESTISSEMENTS et SERVICES (Article 560.12)**

	INVESTISSEMENT et SERVICES (Article 560.12)				
	2013	2014	2015	2016	2017
	€ 6.478.000	€ 6.478.000	€ 6.478.000	€ 6.478.000	€ 6.478.000
Volets investissements CPE-M	€ -	€ 4.804.582	€ 4.600.821	€ 4.856.700	€ 4.773.461
Projets Programmatiques	€ 5.769.302				
Services CPE-M	€ 376.272				
Gestion des données énergétiques	€ 208.036				
Gestion de la fourniture d'énergie	€ -	€ 1.673.418	€ 1.877.179	€ 1.621.300	€ 1.704.539
Services énergétiques	€ 90.000				
Services M&V	€ 34.390				

	Economie d'Énergie (€)				
	2013	2014	2015	2016	2017
Economie d'énergie (€)*	€ 5.466.564	€ 7.339.303	€ 8.551.738	€ 9.947.653	€ 11.341.483

\* sous réserve du développement des services énergétiques, services M&V, gestion des données énergétiques et fourniture d'énergie

## Annexe 2

**Procédure d'utilisation des articles 560.12 et 560.13**

Fedesco est une société anonyme de droit public. Dans cette optique, Fedesco doit suivre les lois et procédures des marchés publics. Toute décision et tout paiement suit l'application des lois en matière de marchés publics.

Les articles 560.12 et 560.13 font partie du chapitre 56 du budget de la Régie des Bâtiments (transfert financier à des tiers). Ils sont à la disposition de Fedesco et sont utilisés suivant les procédures qui suivent. Ces procédures n'ont trait qu'à l'utilisation des crédits qui seront hébergés dans le budget de la Régie des Bâtiments à partir de 2013.

**Modalités de préfinancement**

Fedesco préfinance toutes les activités reprises dans le plan annuel d'activités (investissements) et dans le plan annuel de fonctionnement à partir de son budget. C'est le cas tant pour les crédits d'investissements (article 560.12) que pour les crédits de fonctionnement (article 560.13). Fedesco est remboursé par la Régie des Bâtiments après introduction des justificatifs nécessaires (factures, honoraires, décomptes, ...) auprès de la Régie des Bâtiments.

**Procédure budgétaire (engagement)**

La procédure budgétaire est prévue comme suit :

- Fedesco demande à la Régie des Bâtiments d'engager l'entièreté du programme annuel d'activités approuvé, dans la limite des crédits libérés disponibles. Le programme annuel d'activités (investissement) est établi en collaboration avec la Régie des Bâtiments et les clients de Fedesco et approuvé par le Conseil d'Administration de Fedesco.
- Fedesco demande à la Régie des Bâtiments d'engager l'entièreté du budget interne ayant trait aux frais de fonctionnement et de développement approuvé par le Conseil d'Administration, néanmoins dans la limite des crédits libérés disponibles.

Après accord de l'Inspection des Finances de la Régie des Bâtiments, les engagements provisionnels nécessaires seront réservés. Ceci au début de l'année afin de permettre la continuité du fonctionnement et des investissements de Fedesco.

Aucune liquidation ne peut être réalisée sans engagement préalable. Lorsque des changements sont opérés au cours de l'année au programme d'investissement ou de fonctionnement, il faut également adapter les engagements.

**Procédure de remboursement (liquidation)**

Le remboursement des coûts réels de Fedesco sont réalisés dans les 30 jours calendriers via les crédits de liquidation de la Régie après introduction des justificatifs nécessaires. Ce remboursement s'effectuera par groupe de factures pour une tranche minimal de 1 million d'euro pour les crédits d'investissement (article 560.12) et pour une tranche minimale de 500.000 € pour les crédits de fonctionnement (article 560.13). La liquidation des différentes tranches doit être approuvée par le Conseil d'Administration de Fedesco avant qu'elle ne soit introduite à la Régie des Bâtiments.

Fedesco lie clairement chaque facture ou paiement avec les lignes concernées du programme d'investissement ou de fonctionnement.

Les crédits sont déterminés annuellement et tombent à la fin de l'année si ils ne sont liés à aucune obligation contractuelle entre Fedesco et ses fournisseurs/entrepreneurs.

Cette procédure est évaluée annuellement et, si besoin, adaptée.

Pour la Régie des Bâtiments :

L. Vrijdaghs,  
Administrateur général.

Pour la SA Fedesco :

J. Verschooten,  
Président du Conseil d'Administration

**Beheerscontract tussen de Belgische Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Fedesco****Preambule**

Gelet op de artikelen 111 en 112 van de wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen;

Gelet op de Europese Richtlijn 2012/27/UE met betrekking tot energie-efficiëntie;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 20 juli 2012,

Tussen :

De Belgische Federale Staat, vertegenwoordigd door de Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling, Servais Verherstraeten

hierna « de Federale Staat » genoemd;

En :

Fedesco, naamloze vennootschap van publiek recht, met maatschappelijke zetel Koningsstraat 47, 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jan Verschooten, in zijn hoedanigheid van Voorzitter van de Raad van Bestuur en door de heer Philippe de Saedeleer, in zijn hoedanigheid van Ondervoorzitter van de Raad van Bestuur,

hierna « Fedesco » genoemd,

Wordt overeengekomen wat volgt :

**TITEL I. — Algemene bepalingen****Artikel 1. Voorwerp van het beheerscontract**

Zoals bepaald in artikel 112 van de wet van 22 december 2008, betreft dit contract de wettelijke opdrachten toegekend aan Fedesco en opgenomen in het Koninklijk besluit dat aan de Federale Investeringsmaatschappij een missie toevertrouwt overeenkomstig artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen : Er wordt aan FEDESCO « in de zin van de wetgeving betreffende overheidsopdrachten een uitsluitend recht verleend om voor de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, instellingen van openbaar nut en andere diensten die onderworpen zijn aan het gezag, de controle of het toezicht van de Federale Staat, projecten te bestuderen en uit te voeren die een economische en ecologische vooruitgang garanderen, op het gebied van eco-efficiëntie, meer bepaald door het behoud, de terugwinning en het rationeel gebruik van energie, ongeacht de gebruiksvorm en de bestemming, onder meer door het gebruik van mechanismen van de Derde Investeerder, zonder beperkingen wat betreft de ingezette technologieën en de locaties van de projecten.

Fedesco zal bovendien coördineren en faciliteren bij het plaatsen van installaties voor hernieuwbare energie, in het bijzonder van zonnepanelen op gebouwen waarin de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, instellingen van openbaar nut en andere diensten die onderworpen zijn aan het gezag, de controle of het toezicht van de Federale Staat, gehuisvest zijn. »

Dit beheerscontract bevat eveneens een meerjareninvesteringsplan van Fedesco.



## Artikel 2. Definities

Voor dit beheerscontract wordt verstaan onder :

« **Derde-investeerder** » : de partij die energie- en waterbesparende investeringen voorfinanciert en die zijn investeringen terugverdient, inclusief interesten, in functie van de reële energie- en waterbesparingen. De derde-investeerder kan het energiedienstenbedrijf (Operationele ESCO – Energy Services Company) zijn dat de investering realiseert of een derde partij, typisch een financiële instelling of bank.

« **Federale overheidsgebouwen beheerd door de Regie der Gebouwen** » : de gebouwen die gebruikt, gehuurd of beheerd worden namens de Regie der gebouwen voor de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, de instellingen van openbaar nut en andere diensten die onderworpen zijn aan het gezag, de controle of het toezicht van de Federale Staat.

« **Federale overheidsgebouwen niet beheerd door de Regie der Gebouwen** » : de gebouwen die gebruikt, gehuurd of beheerd worden door de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, de instellingen van openbaar nut en andere diensten die onderworpen zijn aan het gezag, de controle of het toezicht van de Federale Staat en die niet beheerd worden door de Regie der Gebouwen.

« **Geschatte energie- en waterbesparingen** » : de reductie van het finale verbruik van energie (elektriciteit, gas en stookolie) en water in de federale overheidsgebouwen, volgens de gegevens afkomstig van de inschatting van de gecontracteerde studie bureaus voor het meerjaren investeringsplan, eventueel jaarlijks gecorrigeerd in functie van het jaarlijks activiteitenprogramma.

« **Reële energie- en waterbesparingen** » : de reductie van het finale verbruik van energie (elektriciteit, gas en stookolie) en water in de federale overheidsgebouwen, berekend volgens de principes van het International Performance Measurement & Verification Protocol (IPMVP). Hiervoor is facilitair management en energiemangement nodig.

« **Reële financiële besparingen** » : de financiële besparingen op basis van de reële energie- en waterbesparingen in de federale overheidsgebouwen, berekend volgens de principes van het International Performance Measurement & Verification Protocol (IPMVP) op basis van de gemiddelde prijzen van energie en water.

« **Gemiddelde prijzen van energie en water** » : de gemiddelde prijzen gedurende een bepaald jaar voor elektriciteit, gas, stookolie en water zoals berekend op basis van de contracten en/of facturen, inclusief de levering, distributie, taksen en btw. Ingeval er prijswijzigingen zijn in de loop van het lopende jaar wordt het gewogen gemiddelde genomen, in functie van het aantal dagen dat de prijzen van toepassing zijn.

« **Reële CO<sub>2</sub>-reductie** » : de reductie van de CO<sub>2</sub>-uitstoot door de reële energiebesparingen, berekend op basis van de energiemix van de betrokken energieleveranciers of -in afwezigheid hiervan- gangbare officiële normen en door de overschakeling op groene stroom of het gebruik van hernieuwbare energie.

« **Terugverdientijd** » : de verhouding tussen de totale kost van een maatregel (excl. btw) en de geschatte jaarlijkse energiebesparing (excl. btw).

« **International Performance Measurement & Verification Protocol (IPMVP)** » : IPMVP versie 2012, het internationale « Measurement & Verification »- of M&V-protocol zoals ontwikkeld door de Efficiency Valuation Organization (EVO). Dit protocol is aanvaard door de Belgische ESCO-vereniging (BELESCO) als het officiële M&V-protocol voor het meten en verifiëren van energiebesparingen, in het bijzonder in het kader van energieprestatiecontracten. EVO is de wereldwijde organisatie die instaat voor de ontwikkeling en disseminatie van M&V-protocollen.

« **Certified Measurement & Verification Professional (CMVP)** » : persoon die het CMVP-certificaat, toegekend door EVO, heeft ontvangen, na het slagen in het CMVP-examen en na validering van zijn of haar professionele ervaring. De CMVP is een derde die het M&V plan opstelt of controleert en komt tussen in de de rekeningen en validatie proces voor de bepaling van de reële energie en water besparingen alsook de reële financiële besparingen.

« **Selectiecriteria voor prioritaire gebouwen** » : de selectiecriteria voor de keuze van de gebouwen die prioritair het voorwerp uitmaken van energiebesparende maatregelen, zoals bepaald door de partijen in dit beheerscontract.

« **Programmatorische maatregelen** » : maatregelen die toegepast kunnen worden in meerdere federale overheidsgebouwen, waarvan de gemiddelde terugverdientijden overeenstemmen met de rentabiliteitsobjectieven van het meerjaren investeringsplan en die op een transversale manier worden geïdentificeerd, bestudeerd en uitgevoerd.

« **Energieprestatiecontract (EPC)** » of « **Onderhouds- en Energieprestatiecontracten (O-EPC)** » : projecten, via gelijknamige contracten, die een globale uitvoering van energiebesparende maatregelen omvatten, inclusief de gedetailleerde studies, het onderhoud van de installaties en een resultaatgarantie, met gebruikmaking van het mechanisme van de derde-investeerder, via een jaarlijkse betaling op basis van de reële energiebesparingen. Energieprestatiecontracten worden samengesteld uit een werkluik (werken die de gebouweninfrastructuur wijzigen) en diensten (onderhoud en energiediensten).

« **Gebruikers** » of « **Diensten** » : de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, instellingen van openbaar nut en andere diensten die onderworpen zijn aan het gezag, de controle of het toezicht van de Federale Staat. Voormelde diensten en instellingen kunnen eigenaars of huurders zijn. Ze worden aanzien als bezetters van de federale overheidsgebouwen waarop de maatregelen voor energiebesparingen of hernieuwbare energie van toepassing zijn.

« **Grondige Renovatie** » : Renovatie die wordt uitgevoerd op een gebouw waarbij de voorziene werken verschillende speciale technieken van het gebouw aantasten en/of verbouwing en/of uitbreiding omvatten.

« **Energiegegevens** » : De ruwe, onbehandelde, gegevens betreffende Electriciteits- en Gasverbruik afkomstig van één of meerdere gecertificeerde bronnen, die door middel van een correcte methodologie een kwantificeerbare kwaliteitsgarantie bevatten.

« **Energielevering** » of « **Energie Contract** » : Levering van gas, elektriciteit en water voor de Federaal Overheidsgebouwen.

« **Energiediensten** » : Diensten die als doel hebben de prijs per kWh gas en elektriciteit zo minimaal mogelijk te houden binnen de mogelijkheden die het federale overheidscontract voor energielevering biedt.

« **Facility Management** » : Dit omvat de integratie van processen binnen een organisatie, om overeengekomen diensten te ontwikkelen en in stand te houden, gericht op de ondersteuning en bevordering van de effectiviteit van het primaire proces.

« **Netto Geactualiseerde Waarde** » : Het verschil tussen de huidige waarde van de toekomstige cash flows van een investering (via de vermindering van de energiefactuur) ten opzichte van het initiële investeringsbedrag.

**Artikel 3. Opdrachten van Fedesco**

§ 1. Dit beheerscontract moet Fedesco toelaten de volgende opdrachten uit te voeren voor de federale overheidsgebouwen beheerd door de Regie der Gebouwen :

1. Het nauwkeurig beheer van energiestromen met als doel deze te rationaliseren en optimaliseren;
2. De controle en beheersing van energiebesparingen, om het energiebesparingpotentieel van elk bezet gebouw volledig uit te putten en het verbruik op laag peil te houden voornamelijk via het principe van EnergiePrestatieContracten;
3. Het onderzoeken, initiëren, realiseren, controleren, financieren en voorfinancieren van energiebesparende projecten, diensten en werken en van hernieuwbare energie in federale overheidsgebouwen, al dan niet als derde- investeerder;
4. Het exploiteren van de correcte energiegegevens en facilitymanagementgegevens van de federale overheidsgebouwen, met als doel de reële energiebesparingen, de reële financiële besparingen en het potentiële van toekomstige investeringen accuraat te kunnen bepalen in functie van de doelstellingen van de Federale Overheid;
5. De Regie der Gebouwen en de Gebruikers bijstaan bij het optimaal beheer van de energiefactuur voor de levering van elektriciteit en gas in de federale overheidsgebouwen.
6. Samenwerken met de stakeholders om de energie-efficiëtiemarkt in België te stimuleren.
7. Het onderzoeken en realiseren van de optimale betrekkingen tussen de financiering en de terugbetaling van energie-efficiëntieprojecten.
8. Bijdragen tot het naleven door de federale overheid van alle Europese en internationale verplichtingen met betrekking tot energie-efficiëntie
9. Het verwerven en overdragen van kennis en ervaring met betrekking tot energie-efficiëntiebeheer naar andere overheidsinstanties binnen en buiten België.
10. Waar nodig partnerschappen, tijdelijke verenigingen, vennootschappen scheppen om de hierboven beschreven missies tot een goed eind te brengen.
11. Het coördineren en faciliteren van de plaatsing van installaties voor hernieuwbare energie zoals bepaald in artikel 2bis van het koninklijk besluit van 27 december 2007.

Deze opdrachten dienen evenzeer als leidraad voor de afzonderlijke contracten tussen Fedesco en de Gebruikers zoals bepaald in artikel 4, § 2, van dit beheerscontract.

§ 2. De andere opdrachten van Fedesco die haar statutair zijn toegekend, maken niet het voorwerp uit van dit beheerscontract.

**TITEL II. — Contractuele relatie tussen Fedesco en de Federale Staat****Artikel 4. Contractuele relatie tussen Fedesco en de Federale Staat in het kader van dit beheerscontract**

§ 1. Dit beheerscontract definieert de contractuele relatie tussen Fedesco en de Federale Staat, in het kader van de opdrachten van Fedesco zoals vermeld in artikel 3 van het huidige beheerscontract.

De dienstverlening wordt gespecificeerd in de gezamenlijk overeengekomen jaarlijkse activiteitenprogramma's zoals gedefinieerd in artikel 8 die worden opgesteld met de Regie der Gebouwen en de Gebruikers.

De Gebruikers en de Regie der Gebouwen dienen geen afzonderlijke contracten af te sluiten met Fedesco voor de realisatie van het jaarlijks activiteitenprogramma voor de federale overheidsgebouwen beheerd door de Regie der Gebouwen.

De overgangsbepalingen voor de bestaande kaderovereenkomsten en contracten tussen Fedesco, de Regie der Gebouwen en de Gebruikers worden gedefinieerd onder Titel IX van dit beheerscontract.

§ 2. De Gebruikers van de federale overheid van wie de gebouwen niet door de Regie der Gebouwen beheerd worden, sluiten afzonderlijke contracten met Fedesco af om beroep te kunnen doen op haar diensten.

**TITEL III. — Wederzijdse verbintenissen van de partijen****Artikel 5. Verbintenis van Fedesco**

§ 1. Binnen de mogelijkheden haar verschaft door het budgettaire kader zoals gedefinieerd in artikel 6 van het huidige beheerscontract verbindt Fedesco zich tot het nemen van de nodige maatregelen om het meerjareninvesteringsplan, zoals gedefinieerd in artikel 7 van het huidige beheerscontract, te realiseren. Fedesco zorgt voor een optimaal beheer van het energiegebruik van federale overheidsgebouwen. Dit meerjareninvesteringsplan schrijft zich onder meer in binnen de doelstellingen van de Federale Staat om de CO<sub>2</sub>-uitstoot van het energieverbruik van de federale overheidsgebouwen te reduceren met 20 % tegen 2020.

§ 2. Hiertoe zal Fedesco 6 verschillende activiteitentypes uitoefenen die onderverdeeld zijn in 2 categorieën :

**Categorie 1 :** Activiteiten die aanleiding geven tot een impact op de infrastructuur van de overheidsgebouwen. Die activiteiten hebben tot doel de nodige rendabele werken te verrichten om de algemene doelstellingen van de Federale Staat met betrekking tot energiebesparingen te bereiken :

- 1) Onderhouds- en Energieprestatiecontracten (O-EPC)
- 2) Programmatorische Projecten

Fedesco onderzoekt voor elk gebouw telkens of O-EPC dan wel Programmatorische Projecten het meest aangewezen zijn

**Categorie 2 :** Activiteiten die geen impact hebben op de infrastructuur van de overheidsgebouwen en die als doel hebben het optimaal beheer van, de controle op en het stabiliseren van het energiegebruik van federale overheidsgebouwen om zo de algemene doelstellingen van de Federale Staat met betrekking tot energiebesparingen te kunnen bereiken. Die categorie van activiteiten is onafscheidbaar van de eerste categorie :

- 3) Activiteiten met betrekking tot het beheer van energiegegevens :

- a. Fedesco heeft de mogelijkheid om de energiegegevens en facilitymanagementgegevens van de federale overheidsgebouwen te kunnen exploiteren. Deze gegevens zijn de basis om de reële energiebesparingen, de reële financiële besparingen en het potentiële van toekomstige investeringen accuraat te kunnen bepalen zoals verder uiteengezet in sectie 6.

- 4) Activiteiten met betrekking tot het voorbereiden en beheer van energielevering :
  - a. De Regie der Gebouwen bijstaan bij de herziening van het lastenkohier voor energielevering aan de Federale overheid. Dit lastenkohier moet rekening houden met alle sociale en ecologische aspecten, maar moet ook garanderen dat de laagste prijs kan worden bedongen tussen de verschillende leveranciers en moet de methodologie bepalen om een correct beheer van tussentijdse prijsfluctuaties toe te laten door middel van het inzetten van energiediensten.
  - b. De Gebruikers bijstaan bij het dagelijks beheer van de energielevering;
  - c. De Gebruikers bijstaan bij het controleren van de energiefacturen op basis van het verbruik en de contractvoorwaarden;
  - d. De Gebruikers bijstaan bij de terugbetaling van bedragen die onterecht geïnd werden door de energieleveranciers na de invoering van de energiemonitoring, -boekhouding en -verificatie.
- 5) Activiteiten met betrekking tot de levering van energiediensten :
  - a. Sensibiliseringscampagnes voor energiebesparingen op de werkplaats organiseren in de overheidsgebouwen die het voorwerp uitmaken van andere maatregelen. Fedesco zorgt ervoor dat die activiteiten aansluiten bij EMAS en dat er geen dubbel gebruik is ten opzichten van andere federale initiatieven;
  - b. Instaan voor de opleiding van de verschillende personen die de functies bekleden die worden opgericht bij de Gebruikers en de Regie der Gebouwen in overeenstemming met de verplichtingen van dit beheerscontract (voornamelijk de Energy Managers);
  - c. Binnen het kader van O-EPC in samenspraak met de Regie der Gebouwen de nodige en correcte inventarissen van federale overheidsgebouwen opmaken en veranderingen door de subcontractors bijhouden.
- 6) Activiteiten met betrekking tot het levering van Measurement & Verification-diensten waar projecten uitgevoerd zijn (hiervoor zijn energiegegevens en facilitymanagement noodzakelijk)
  - a. Elk jaar maakt Fedesco, met behulp van een softwaresysteem, in de loop van het eerste kwartaal een geconsolideerde en volgens IPMVP gevalideerde berekening van de reële energiebesparingen en de reële financiële besparingen van de verschillende investeringen in het voorgaande jaar op. Deze berekening wordt gemaakt, gebaseerd op de gegevens in het energieboekhoudingssysteem en het facilitymanagement-systeem zoals gedefinieerd door IPMVP. Deze opvolging kan ten allen tijde worden gecontroleerd door een onafhankelijke Certified Measurement & Verification Professional (CMVP).
  - b. De exploitatie van de energiegegevens met het oog op energiemanagementsysteem conform IPMVP.
  - c. De nodige controles uitoefenen van alle verplichtingen van dienstverleners (Operationele Esco's) in federale overheidsgebouwen binnen het kader van O-EPC.

§ 3. Teneinde de doelstellingen te behalen en rekening houdend met de bestaande IT-tools, kan Fedesco voor de verschillende activiteitstypes de nodige IT- tools aankopen of ontwikkelen, Research & Development-programma's ontwikkelen en realiseren al dan niet door beroep te doen op gespecialiseerde studiebureaus of consultants. Onder meer zal Fedesco volgende ontwikkelingsactiviteiten realiseren in nauwe samenwerking met de Regie der Gebouwen conform de opdrachten gedefinieerd in Artikel 3 van dit huidige beheerscontract :

- De technische specificaties bepalen voor en het aankopen van een Energieboekhoudingssysteem;
- Het continu verfijnen van O-EPC modellen, -methodologieën, -processen en -procedures;
- Processen en procedures met betrekking tot kwaliteitscontroles ontwikkelen en toepassen;
- Interne en externe processen en procedures bepalen met het oog op een optimaal beheer van de projecten
- De nodige KPI's, die betrekking hebben op haar opdrachten zoals bepaald in artikel 3, ontwikkelen en toepassen
- Het onderzoeken en ontwikkelen van een financieringstructuur waarbij wordt gezocht naar een (co-)financiering door privé investeerders waardoor de investeringsactiviteit van Fedesco (geheel of gedeeltelijk) budgetair neutraal wordt voor de Federale overheid en de leningen aangegaan voor de financiering van investeringen geen/minder impact hebben op staatsschuld.

§ 4. Bovendien verbindt Fedesco zich tot :

- Het leveren van een bijdrage tot het bepalen van de rentabiliteit van elk uit te voeren project op basis van de definitie van « Netto Geactualiseerde Waarde » en na uitvoering de reële rentabiliteit jaarlijks te controleren volgens de state of the art indien voldoende basisgegevens betreffende het gebruik van het gebouw voorhanden zijn (nood aan concrete opgebouwde Facility Management)
- Het oproepen tot het uitvoeren van projecten bij Gebruikers in functie van hun behoeftes;
- Het overhandigen van de lijst van voorstellen aan de Regie der Gebouwen ter goedkeuring voor deze plannen en de aanpassingen ervan;
- Het opstellen van procedures voor de realisatie van de projecten en de samenwerking tussen de stakeholders;
- Het instaan voor de voorlopige en definitieve oplevering van de werken;
- Het naleven van de verplichtingen van de partnershipovereenkomst tussen Fedesco en de Regie der Gebouwen.

§ 5. Fedesco voert een actieve dialoog met de Gebruikers over haar activiteiten. Ten minste voor de aanvang, tijdens de uitvoering en na de uitvoering van een project, organiseert Fedesco in samenspraak met de Regie der Gebouwen overleg met de respectieve Gebruiker. De Gebruikers kunnen op elk moment bijkomende informatie vragen aan Fedesco over projecten die bij hen uitgevoerd worden.

#### **Artikel 6. Verbintenis van de Federale Staat**

De Federale Staat legt jaarlijks voor, in overeenstemming met de budgettaire procedure zoals gedefinieerd in artikel 12, de nodige kredieten teneinde Fedesco toe te laten het meerjareninvesteringsplan voor de federale overheidsgebouwen beheerd door de Regie der Gebouwen, zoals gedefinieerd in artikel 7, te realiseren.

Conform artikel 5, 1., van de Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG zal de federale overheid ertoe bijdragen dat vanaf 1 januari 2014 jaarlijks 3 % van de totale vloeroppervlakte van verwarmde en/of gekoelde gebouwen die eigendom zijn van en gebruikt worden door de Belgische centrale overheid, wordt gerenoveerd om aan de minimumeisen inzake energieprestaties te voldoen die de Gewesten op grond van artikel 4 van Richtlijn 2010/31/EU hebben vastgelegd.

De Federale Staat maakt zich sterk dat de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, de instellingen van openbaar nut en andere diensten die onderworpen zijn aan het gezag, de controle of het toezicht van de Federale Staat, hun volle medewerking verlenen aan het realiseren van het meerjareninvesteringsplan.

In het bijzonder verbindt de Federale Staat er zich toe dat de Gebruikers van federale overheidsgebouwen beheerd door de Regie der Gebouwen :

- Operationele doelstellingen in de managementplannen van de voorzitters van het directiecomité formuleren met als doel het energieverbruik te reduceren en voor de uitvoering hiervan een actieve samenwerking opzetten met Fedesco;
- Reageren op de oproepen tot projecten die door Fedesco worden gelanceerd;
- De jaarlijkse activiteitenprogramma's en de aanpassingen ervan valideren in overleg met Fedesco en de Regie der Gebouwen;
- Aan Fedesco de verbruiksgegevens van de gebouwen doorgeven en toegang verlenen tot al de gegevens van de elektriciteits- en gasleveranciers (met inachtneming van de wetgeving betreffende de veiligheidsmachtigingen);
- Noodzakelijke gegevens verschaffen over de verschillende gebouwen voor het berekenen van energie-efficiëntie;
- De toegang tot de gebouwen garanderen in functie van de operationele behoeften en minstens tijdens de werk- of openingsuren en de naleving garanderen van de andere processen voor een vlot verloop van de projecten;
- Het gedeelte diensten van de O-EPC-contracten aan de O-EPC dienstleverancier betalen.

Aansluitend bij EMAS-initiatieven zal volgende verbintenis nageleefd worden :

- Samenwerken bij het organiseren van sensibiliseringscampagnes rond energiebesparing door « Energiewakers » aan te stellen in de betrokken gebouwen en de invoering van « Eco-teams » te bevorderen die door gebruik te maken van de verzamelde gegevens de energiebehoeften met een vooraf bepaalde target moeten kunnen reduceren;

De Federale Staat verbindt er zich toe de herziening van de samenwerkingsconventie tussen Fedesco en de Regie der Gebouwen te faciliteren zodat deze op korte termijn aansluit bij de door het huidige beheerscontract gedefinieerde activiteiten.

#### TITEL IV. — Meerjareninvesteringsplan en jaarlijkse activiteitenprogramma

##### Artikel 7. Meerjareninvesteringsplan van Fedesco

Fedesco streeft de uitvoering na van het meerjareninvesteringsplan voor de federale overheidsgebouwen beheerd door de Regie der gebouwen, zoals opgenomen in bijlage 1 van het huidige beheerscontract. Het meerjareninvesteringsplan maakt integraal deel uit van het huidige beheerscontract.

Dit meerjareninvesteringsplan is opgesteld om een CO<sub>2</sub>-reductiedoelstelling van 20 % tegen 2020 in de federale overheidsgebouwen te realiseren.

Dit meerjareninvesteringsplan geldt voor vijf jaar. Het zal jaarlijks worden geëvalueerd en zal, indien nodig, op basis hiervan kunnen worden herzien in overleg tussen Fedesco en de Federale Staat.

##### Artikel 8. Jaarlijks activiteitenprogramma voor de federale overheidsgebouwen beheerd door de Regie der Gebouwen

§ 1. Fedesco stelt jaarlijks, in samenspraak met de Regie der Gebouwen en de Gebruikers van de gebouwen, een activiteitenprogramma op voor O-EPC, studies, energiediensten, -leveringen en werken, in overeenstemming met het meerjareninvesteringsplan. Projecten worden alleen weerhouden wanneer Fedesco en de Regie der Gebouwen samen akkoord gaan over de theoretische meerwaarde (positieve netto geactualiseerde waarde over een periode van 20 jaar met inclusief alle kosten te wijten aan nodige reparaties en vervanging in die periode) en over de conformiteit met de vastgoedstrategie van de Regie der Gebouwen.

Hiertoe lanceert Fedesco jaarlijks een oproep tot projecten aan de Gebruikers en de Regie der Gebouwen en stuurt zij voorstellen door aan de Regie der Gebouwen.

§ 2. Het jaarlijkse activiteitenprogramma bevat zowel de projecten (investeringen en diensten) van Fedesco als de projecten van de Regie der Gebouwen in haar duurzame ontwikkelingsprogramma.

Dit jaarlijks activiteitenprogramma houdt rekening met volgende criteria :

- De gegevens in het facilitymanagementsysteem van de Regie der Gebouwen
- het meerjareninvesteringsplan
- de eigen investerings- en renovatieplannen van de Regie der Gebouwen en de Gebruikers
- de lijst van prioritaire gebouwen, opgesteld op basis van de selectiecriteria zoals gedefinieerd in artikel 10;
- de studies uitgevoerd door Fedesco of haar onderaannemers;
- de globale terugverdientijd van alle investeringen voor het gebouw;
- de globale terugverdientijd van het meerjareninvesteringsplan;
- de criteria voor het toepassen van energieprestatiecontracten;
- de voorstellen voor projecten gedaan door de Gebruikers van de gebouwen;
- de voorstellen voor projecten gedaan door de Regie der Gebouwen;
- de geplande verkoop van gebouwen;
- de geplande grondige renovatie van gebouwen;
- de geplande verhuis van overheidsdiensten naar andere gebouwen;
- het statuut van het gebouw (eigendom of huur van de federale overheid).

Gezien bepaalde maatregelen een uitvoeringstermijn hebben, van studie tot voorlopige oplevering, die langer kan zijn dan 1 jaar, kan dit jaarlijks activiteitenprogramma maatregelen bevatten die eveneens over meerdere jaren gespreid zijn.

In gevolge het jaarlijkse budgettaire kader zoals gedefinieerd in artikel 6 van dit beheerscontract, worden prioritaire projecten in het gemeenschappelijke activiteitenprogramma geïdentificeerd.

§ 3. Het jaarlijks activiteitenprogramma wordt opgesteld in samenwerking met de Regie der Gebouwen en de Gebruikers en goedgekeurd door de Raad van Bestuur van Fedesco.

Het jaarlijks activiteitenprogramma kan herzien worden op gemotiveerd voorstel van Fedesco of op gemotiveerde vraag van de Regie der Gebouwen of de Gebruikers.

De goedkeuringsprocedure is identiek als bij de oorspronkelijke goedkeuring van het jaarlijks activiteitenprogramma.

**Artikel 9. Activiteitenprogramma voor de federale overheidsgebouwen niet beheerd door de Regie der Gebouwen**

Fedesco stelt jaarlijks, onder meer op basis van de voorstellen die ze ontving, een activiteitenprogramma op, dat ze voorlegt aan de Gebruikers.

Het jaarlijks activiteitenprogramma voor de federale overheidsgebouwen niet beheerd door de Regie der Gebouwen wordt goedgekeurd door de Raad van Bestuur en door de betrokken Gebruikers.

**TITEL V. — Selectiecriteria voor prioritaire gebouwen**

**Artikel 10. Selectiecriteria voor prioritaire gebouwen**

De selectiecriteria voor de identificatie van de prioritaire gebouwen zijn, in dalende volgorde van belangrijkheid :

- Het totale energieverbruik van het gebouw;
- Het energieverbruik per m<sup>2</sup> van het gebouw;
- Het relatieve energieverbruik per m<sup>2</sup> in vergelijking met gelijkaardige gebouwen (benchmarking);
- Het statuut van het gebouw (eigendom of huur van de federale overheid);
- De door de Gebruikers voorgestelde gebouwen;
- De door de Regie der Gebouwen voorgestelde gebouwen;
- De motivatie van de Gebruikers.

Deze selectiecriteria kunnen in overleg tussen de partijen verder verfijnd worden gedurende de duur van het beheerscontract.

**TITEL VI. — Budgettaire procedure**

**Artikel 11. Procedure voor de kredieten voorzien bij de Regie der Gebouwen**

De financieringsmodaliteiten, budgettaire procedure en terugbetalingsprocedure worden in detail beschreven in het betreffende akkoord « Gebruiksmodaliteit van de artikels 560.12 en 560.13 » getekend op 17 mei 2013 door Fedesco en de Regie der Gebouwen. Deze procedure is opgenomen in bijlage 2 van dit beheerscontract.

**Artikel 12. Gebouwen niet beheerd door de Regie der Gebouwen**

Een bijzonder aandachtspunt betreft de federale overheidsgebouwen die (op budgettair vlak) niet worden beheerd door de Regie der Gebouwen maar door andere federale instellingen. Voor deze federale instellingen worden bilaterale contractuele verbintenissen aangegaan tussen de betrokken instelling en Fedesco zonder tussenkomst van de Regie der Gebouwen. Fedesco zal enkel activiteiten, vermeld in artikel 5 § 2, voorleggen aan deze instellingen. De terugbetalingprocedure wordt contractueel bepaald.

De werkingsdotatie van Fedesco (artikel 560.13 van het budget van de Regie der Gebouwen) dekt de werkingskosten van Fedesco voor de realisatie van haar activiteiten in de federale overheidsgebouwen niet beheerd door de Regie der Gebouwen. De Gebruikers van deze gebouwen kunnen beroep doen op de dotatie van het investeringskrediet gehuisvest in het budget van de Regie der Gebouwen na akkoord van Fedesco en de betrokken gebruiker.

**TITEL VII. — Incentives voor de Gebruikers**

**Artikel 13. Incentives voor de Gebruikers**

Fedesco zal de Federale Staat een voorstel bezorgen betreffende mogelijke incentives voor de Gebruikers gericht op het aanpassen van de kredieten voor energie-uitgaven van de Gebruikers.

**TITEL VIII. — Subsidies**

**Artikel 14. Verkrijging en toewijzing van subsidies voor energiebesparende maatregelen en hernieuwbare energie in de federale overheidsgebouwen beheerd door de Regie der Gebouwen**

Fedesco onderzoekt of er subsidies bestaan voor de investeringen die ze (voor)financiert.

De betrokken subsidies worden aangevraagd en ontvangen door Fedesco –met behulp van een toegekend mandaat van de Regie der Gebouwen– en worden in mindering gebracht van de door de Federale Staat terug te betalen investering.

Indien Fedesco de subsidies niet kan aanvragen, vraagt en ontvangt de Gebruiker of de Regie der Gebouwen, op basis van een dossier dat Fedesco voorbereidt, de subsidies.

**TITEL IX. — Overgangsbepalingen**

**Artikel 15. Overgangsbepalingen met betrekking tot de bestaande vastleggings-, en vereffeningskredieten**

Het provisioneel krediet « energiebesparende investeringen » blijft behouden voor de vereffening van de lopende projecten. Voor het begrotingsjaar 2013 bedraagt het 4.768 EUR in vereffeningskredieten op het budget van Volksgezondheid.

Onder « lopende projecten » wordt verstaan projecten die eenduidig zijn gedefinieerd (betrokken gebouw, type maatregel en raming van de kosten) in bestaande contractuele verplichtingen tussen Fedesco en de Diensten.

**Artikel 16. Overgangsbepalingen met betrekking tot de bestaande contractuele verplichtingen**

Fedesco voert de bestaande contractueel bepaalde projecten uit. Deze contractuele verplichtingen vervallen vanaf het einde van de lopende projecten en worden vervangen door de nieuwe budgettaire methodiek zoals bepaald in artikel 11.

De bestaande partnershipovereenkomst tussen Fedesco en de Regie der Gebouwen zal elk jaar geëvalueerd worden via de volgende methodiek :

- Aan het begin van elk jaar en ten laatste op 1 februari worden gezamenlijk, in een werkgroep de KPI's vastgelegd die voor dat jaar een weergave bieden van de samenwerking tussen Regie en Fedesco.
- Aan het begin van het volgende jaar en ten laatste op 1 februari wordt een gezamenlijk document opgesteld (Regie der Gebouwen en Fedesco) in een werkgroep om de KPI's van het voorgaande jaar te berekenen en weer te geven. Indien er onduidelijkheid is over de berekening van KPI's tussen beide bedrijven, moet dit de basis vormen voor de nieuwe definitie van KPI's voor het volgende lopende jaar.

Eventuele clausules binnen bestaande contracten die strijdig zijn met dit beheerscontract kunnen hierdoor worden herzien.

De bestaande partnerschapovereenkomst tussen de Regie der Gebouwen en Fedesco zal herzien worden en moet de volgende elementen omvatten :

- Voor de uitvoering van het jaarlijkse activiteitenprogramma, is het vertrekpunt een opdeling van de projecten tussen Fedesco en de Regie der Gebouwen binnen een Service Level Agreement. Op die manier ligt de volledige verantwoordelijkheid voor een bepaald project bij Fedesco of bij de Regie der Gebouwen.
- Deze verantwoordelijkheid omvat alle fasen van het project, alsook de eventuele schade die veroorzaakt wordt in de loop van de uitvoering van het project. De verantwoordelijkheid wordt toegewezen aan de aanbestedende overheid.
- De eindverantwoordelijkheid voor de uitvoering van de jaarlijkse activiteiten- programma's ligt in handen van Fedesco én de Regie der Gebouwen.

#### Artikel 17. Algemene voorwaarden

De bestaande algemene contractvoorwaarden van Fedesco, zoals goedgekeurd door haar Raad van Bestuur op 14 juni 2007, worden binnen de 6 maanden na de ondertekening van dit beheerscontract geëvalueerd. Eventuele clausules die in tegenstrijd zijn met dit beheerscontract zullen worden herzien.

### TITEL X. — Slotbepalingen

#### Artikel 18. Naleving, sancties, evaluatie, herziening en duur van dit beheerscontract

Beide partijen verbinden zich tot een maximale naleving van dit beheerscontract. In geval van niet-naleving van dit beheerscontract door één of beide van de partijen wordt er op een constructieve manier gezocht naar oplossingen.

Dit beheerscontract geldt voor de duur van vijf jaar. Het wordt jaarlijks geëvalueerd. In functie van deze evaluatie kan dit beheerscontract aangepast worden. Deze jaarlijkse evaluatie heeft betrekking op de bereikte doelstellingen, de te bereiken doelstellingen en de nieuwe prioriteiten.

Vormgebreken voor een onderdeel tasten het geheel niet aan.

Namens de Belgische Staat :  
De Minister Van Financiën,  
K. Geens  
De Staatssecretaris  
voor Duurzame Ontwikkeling,  
S. Verherstraeten

Namens Fedesco :  
De Voorzitter van de Raad van Bestuur,  
J. Verschooten  
De Ondervoorzitter  
van de Raad van Bestuur,  
Ph. De Saedeleer

#### Bijlage 1

#### Meerjareninvesteringsplan

<b>DOTATIE (Artikel 560.13)</b>					
	<b>DOTATIE (Artikel 560.13)</b>				
	2013	2014	2015	2016	2017
	€ 2.000.000	€ 2.000.000	€ 2.000.000	€ 2.000.000	€ 2.000.000
Personeelskosten	€ 868.090	€ 944.133	€ 997.457	€ 1.027.381	€ 1.058.202
Andere vaste kosten	€ 677.698	€ 698.028	€ 711.989	€ 722.669	€ 722.669
Ontwikkelingskosten, R&D (intern)	€ 118.964	€ 149.918	€ 218.216	€ 172.674	€ 144.898
Afschrijving	€ 335.249	€ 207.921	€ 72.338	€ 77.276	€ 74.231
<b>INVESTERINGEN en DIENSTEN (Artikel 560.12)</b>					
	<b>INVESTERINGEN en DIENSTEN (Artikel 560.12)</b>				
	2013	2014	2015	2016	2017
	€ 6.478.000	€ 6.478.000	€ 6.478.000	€ 6.478.000	€ 6.478.000
Investeringsluik O-EPC	€ -	€ 4.804.582	€ 4.600.821	€ 4.856.700	€ 4.773.461
Programmatrische Projecten	€ 5.769.302				
Diensten O-EPC	€ 376.272				
Beheer van Energie gegevens	€ 208.036				
Beheer energie levering	€ -	€ 1.673.418	€ 1.877.179	€ 1.621.300	€ 1.704.539
Energie Diensten	€ 90.000				
M&V Diensten	€ 34.390				
<b>Energie Besparing (€)</b>					
	2013	2014	2015	2016	2017
Energie besparing (€)*	€ 5.466.564	€ 7.339.303	€ 8.551.738	€ 9.947.653	€ 11.341.483

\* onder voorbehoud van ontwikkeling van de energie diensten, M&V diensten, beheer van energie gegevens en energie levering

## Bijlage 2

**Gebruiksmodaliteit van de artikels 560.12 en 560.13**

Fedesco is een naamloze vennootschap naar publiek recht. In dit kader moet Fedesco de wetgeving en de procedure voor overheidsopdrachten volgen. Alle beslissingen en alle betalingen volgen de toepassing van de wetgeving voor overheidsopdrachten.

De artikels 560.12 en 560.13 zijn deel van het hoofdstuk 56 van de begroting van de Regie der Gebouwen (financiële transfert aan derde). Ze zijn ter beschikking van Fedesco en worden gebruikt volgens de volgende procedure. Deze procedure heeft alleen maar betrekking op het gebruik van de kredieten die vanaf 2013 ondergebracht zijn op de begroting van de Regie der Gebouwen.

## Pre-financieringsmodaliteiten

Fedesco prefinanciert alle activiteiten ingeschreven in het jaarlijkse activiteitenprogramma (investeringen) en het werkingsprogramma vanuit haar begroting. Dit is het geval zowel voor de investeringskredieten (artikel 560.12) als voor de werkingskredieten (artikel 560.13). Fedesco wordt door de Regie der Gebouwen terugbetaald na voorlegging van de nodige verantwoordingsdocumenten (factuur, erelonen, verrekening,) bij de Regie der Gebouwen.

## Budgettaire procedure (vastlegging)

De budgettaire procedure wordt als volgt bepaald :

- Fedesco vraagt de Regie der Gebouwen het goedgekeurde jaarlijkse activiteitenprogramma in totaliteit vast te leggen binnen de beperkingen van de vrijgegeven beschikbare kredieten. Het jaarlijkse activiteitenprogramma (investeringen) wordt opgesteld in samenwerking met de Regie der Gebouwen en de klanten van Fedesco en goedgekeurd door de Raad Van bestuur van Fedesco.
- Fedesco vraagt de Regie der Gebouwen het, door de Raad van Bestuur goedgekeurd, intern budget met betrekking tot de werkingskosten en ontwikkelingskosten vast te leggen in totaliteit, evenwel beperkt tot de vrijgegeven beschikbare kredieten.

Na akkoord van de IF van de Regie der Gebouwen zullen de nodige provisionele vastleggingen worden geboekt. Dit gebeurt in het begin van het jaar om Fedesco zonder onderbreking te laten functioneren en investeren.

Er kunnen geen vereffeningen gebeuren zonder voorafgaande vastlegging. Wanneer het investerings- en/of werkingsprogramma tijdens het jaar aangepast worden, dienen ook de vastleggingen aangepast te worden.

## Terugbetalingsprocedure (vereffening)

De terugbetaling van de reële, door Fedesco gemaakte kosten gebeurt binnen de 30 kalenderdagen op basis van de vereffeningkredieten bij de Regie der Gebouwen na voorlegging van de nodige bewijsstukken. Dit zal gebeuren per groep van facturen voor een minimale schijf van 1 miljoen euro voor de investeringskredieten (artikel 560.12) en voor een minimale schijf van 500.000 € voor de werkingskredieten (artikel 560.13). De vereffening van de verschillende schijven moet goedgekeurd worden door de Raad van Bestuur van Fedesco vooraleer het dossier aan de Regie der Gebouwen wordt voorgelegd.

Fedesco verbindt elke factuur of betaling duidelijk met de betreffende lijnen van het investerings- en/of werkingsprogramma.

De kredieten worden jaarlijks bepaald en vervallen op het einde van het jaar voor zover ze niet verbonden zijn met een contractuele verplichting tussen Fedesco en zijn leveranciers/aannemers.

Deze procedure wordt jaarlijks geëvalueerd en, indien nodig, aangepast.

Voor de Regie der Gebouwen :

L. Vrijdaghs,  
Administrateur-generaal

Voor de n.v. Fedesco :

J. Verschooten,  
Voorzitter van de Raad van Bestuur

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE**

[C – 2013/21114]

17 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté ministériel fixant la matrice informatisée visée à l'article 39, § 3, de l'arrêté royal du 25 février 2008 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux. — Erratum

**PROGRAMMATORISCHE  
FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID**

[C – 2013/21114]

17 SEPTEMBER 2012. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de geïnformatiseerde matrix als bedoeld in artikel 39, § 3, van het koninklijk besluit van 25 februari 2008 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 309 du 1<sup>er</sup> octobre 2012, deuxième édition, page 60434, il y a lieu de lire dans la version néerlandaise de l'annexe III, GII.4., au premier point, à la quatrième ligne "werkdagen" au lieu de "effectieve dagen"

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 309 van 1 oktober 2012, tweede editie, moet, op bladzijde 60434, in de Nederlandse versie van de bijlage III, G II.4. in het eerste punt, vierde lijn, in plaats van "effectieve dagen", "werkdagen" gelezen worden.